



Extrait du Chez Albert | L'actualité vue de Marseille | Gros, demi-gros, détail

<http://www.chez-albert.fr/LyondellBasell-au-crepuscule.html>

La raffinerie endormie attend son repreneur

LyondellBasell, au crépuscule

- Feuilletons - Pétrole, ton univers impitoyable -



Date de mise en ligne : mardi 10 janvier 2012

Chez Albert | L'actualité vue de Marseille | Gros, demi-gros, détail

Silence. A peine le vent, glacial, qui claque dans le grillage, près du panneau d'entrée.

LyondellBasell, déjà endormie ? Depuis une semaine, la raffinerie du site pétrolier, situé près de Berre, en pleine pampa industrielle, a entamé sa « mise sous cocon ». Un plan B, obtenu par l'intersyndicale CGT-CFE-CGC-CFTCFD-FCDT, après l'annonce de la fermeture du site par la direction, l'été dernier. Concrètement, une mise sous cocon signifie que les installations vont progressivement être arrêtées, nettoyées et préparées pour un sommeil qui ne prendra fin que si un valeureux repreneur se présente avant deux ans. Alors et seulement alors, la raffinerie se réveillera. Une véritable histoire de belle au brut dormant.

Il était une fois un site pétrochimique qui s'étend sur près de 1000 hectares, au bord de l'étang de Berre. Une forteresse qui comprend des unités chimiques et logistiques et une raffinerie, d'une capacité de 105 000 barils-jour. C'est en 1929 que la raffinerie, alors propriété de Shell, est construite. Au fil des ans, le site se développe. De la raffinerie sort des essences, des gasoils, du kérozène, du bitume... Les usines pétrochimiques, qui ouvrent dans les années 50, récupèrent les résidus non utilisés pour l'essence. Dans les années 80, un vapocraqueur, qui transforme le pétrole en billes de plastic, complète l'installation. Aujourd'hui, LyondellBasell est devenu « *l'un des plus grands complexes pétrochimiques du sud de l'Europe* », dicit son [site Internet](#).

Shell quitte le navire

Confirmation du haut de la colline aride qui surplombe le complexe : des cuves immenses, de grandes cheminées et un réseau de pipelines digne de *Brazil*. On n'aurait pas remarqué les quelques terrains vagues dispersés le site sans l'oeil expert de Rémi Patron, délégué syndical CFE-CGC. « *Là, on faisait aussi des solvants, mais ça a été démantelé il y a trois ans*, raconte-t-il. *Les normes européennes interdisent leur utilisation dans les peintures, le marché a baissé, donc on a fermé.* » Plus loin, un autre terrain rasé de près. « *C'est l'usine de polystyrène expansé qui a fermé il y a cinq-six ans*, poursuit-il. *Trop d'usines dans le monde, il fallait supprimer des sites...* » Plus loin encore, le bâtiment du Butalian Rubber, fermé toujours pour cause de marché resserré, devrait bientôt disparaître.

La preuve par l'image d'un ralentissement qui prend sa source dans les années 80. Shell, alors maître des lieux, commence à vendre ses unités jusqu'à se désengager totalement du site, revendant dans le même temps toutes ses implantations françaises. C'est Basell qui récupère la raffinerie de Berre avant de fusionner, en 2007, avec Lyondell. Le géant pétrolier règne alors sur la totalité du site. Les deux autres raffineries françaises de Shell, en Alsace et en Seine-Maritime, ont été récupérées par une même entité qui a fait récemment une entrée remarquée dans les journaux : Petroplus. La raffinerie Alsacienne a fermé l'an dernier. Celle de Petit-Couronne se débat désormais sous les feux des médias et s'est lancée dans la course au repreneur. Comme leurs anciens collègues sudistes.

"Un moindre mal

"Deux sites à vendre. Ou deux à fermer", résume, amer, Alain Ogouliguende, délégué CFDT. Après des mois difficiles, de négociations en négociations, l'intersyndicale marque un peu le pas. Durant les fêtes encore, ils étaient à Paris pour négocier les ultimes points de l'accord de méthode, où est inscrite la mise sous cocon. « *A la base, c'est une idée de la direction*, se souvient Alain Ogouliguende. *On s'est engouffrés car c'était un moindre mal.* » Les intentions de LyondellBasell sont en effet devenues très claires fin septembre : à défaut de trouver un repreneur, le géant texan veut fermer la raffinerie de Berre pour se « *recentrer sur ses activités pétrochimie* ». 370 emplois sont concernés, sans compter les sous-traitants. Très vite, la grève est votée et des dépôts de carburant sont bloqués. Le bras de fer, rude, dure une dizaine de jours. Le 8 octobre 2011, l'intersyndicale, qui a obtenu la mise en sommeil pour deux ans, signe finalement l'accord de sortie de crise.

Le travail reprend, mais la colère reste. Pour les syndicats, la direction n'a rien fait pour trouver un repreneur. « *Ils*

ont cherché pendant cinq semaines. Est ce que vous vendez votre voiture, vous, en cinq semaines ? », s'énerve Claude Faur, délégué FO. Du coup, l'intersyndicale a décidé de prendre les choses en main. Elle a mandaté un cabinet d'experts spécialisés pour trouver un acquéreur pour la raffinerie. Une tâche qui s'annonce difficile. Premier écueil, le livre de comptes. La raffinerie perd environ 60 millions d'euros par an. Ces pertes sont largement compensées par l'activité pétrochimie, qui a gagné l'an dernier environ 250 millions d'euros. C'est tout l'avantage d'un site "intégré" couvrant toute la chaîne du pétrole, comme l'explique Rémi Patron. *"Aujourd'hui, la raffinerie perd de l'argent mais il y a des phases où on était les rois du pétrole et où c'était le contraire, explique-t-il. L'un compense l'autre."* LyondellBasell ne l'entend pas ainsi, s'appuyant sur ces mauvais résultats pour justifier la fermeture. *"Les experts disent qu'en 2014-2015, la raffinerie devrait faire des bénéfices, rétorque Rémi Patron. Ce n'est donc pas idiot d'acheter."*

Un contrôle technique à 30 millions d'euros

Le deuxième écueil est réglementaire. Si la mise sous cocon est prévue pour durer deux ans, soit jusqu'à fin décembre 2013, elle pourrait prendre fin dès le début de l'année prochaine. A cette date, comme tous les six ans, la raffinerie doit normalement se soumettre à un arrêt statutaire de six semaines pour être inspectée. Cette étape est nécessaire pour maintenir l'autorisation d'exploiter délivrée par la Dreal [1]. Un genre de contrôle technique qui coûte quelque 30 millions d'euros, ce que la direction de LyondellBasell ne paiera évidemment pas. C'est donc au potentiel repreneur de payer la facture...

« Si on ne fait rien, on se le reprochera toute notre vie »

Pour l'heure, les syndicats disent avoir quelques pistes, mais qui restent à approfondir. *"D'après le cabinet d'expert, on a entre 3 et 5% de chances de trouver un acquéreur. C'est peu"*, reconnaît Rémi Patron. Sans vouloir donner de faux espoirs aux salariés, c'est en tout cas suffisant pour se battre, assure-t-il : *« Si on ne fait rien, on se le reprochera toute notre vie. ça fait une chance sur 25 de sauver un milliers d'emplois. » « Seuls les combats qui ne sont pas menés sont perdus d'avance »*, répète Alain Ogouliguende.

Pour assurer les arrières des salariés, les représentants syndicaux ont tout de même négocié un plan social, qui sera discuté le 17 janvier lors d'un comité d'entreprise. A défaut de repreneur, ce plan prévoit des mesures de reclassement et des indemnités *"meilleures que les indemnités légales"*, précisent les syndicats. S'il est accepté, il devrait être mis en oeuvre fin mars. D'ici là, le personnel de la raffinerie a de quoi faire. La mise sous cocon nécessite de lourdes opérations de vidange et de décontamination.

Tous les salariés de la raffinerie devraient y participer. Pour la suite, des groupes de travail ont été mis en place pour définir la répartition des tâches à l'issue de ce travail. Parallèlement, une cellule psychologique a été mise en place pour accueillir les salariés qui *"ont le moral dans les chaussettes"*, souligne Alain Ogouliguende. Claude Faur, lui, veut rester optimiste. *« J'ai l'espoir un peu fou que ça redémarre. Le marché du pétrole peut se retourner complètement dans un an. On n'a pas beaucoup d'espoir de voir le site redémarrer spontanément, mais on ne reconstruit pas une raffinerie. Le cocon, c'est donc un sursis. »*

Demain : Fos, porte d'entrée du pétrole pas près de se refermer

[1] Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement